Baromètre de l'action climatique

Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques

2022

Rapport réalisé par le Groupe de recherche
sur la communication marketing climatique

UNIVERSITÉ LAVAL

Faits saillants

Consensus sur la nécessité d'agir

86 % de la population croient à l'urgence climatique, une tendance à la hausse.

Renforcement des croyance susceptibles de nuire à l'action climatique

Malgré ce sentiment d'urgence croissant, on note parallèlement un renforcement des croyances susceptibles de nuire à l'action climatique, comme un sentiment d'impuissance (il est trop tard pour agir), un refus de la responsabilité (reporter la faute sur autrui) ou la négation du rôle de l'humain dans les dérèglements climatiques.

De plus, une personne sur cinq estime que les mesures nécessaires pour agir contre les changements climatiques nuisent à ses libertés individuelles.

Inquiétude grandissante pour le Québec, mais pas à l'échelle personnelle

Même s'ils croient à l'urgence d'agir, les Québécoises et les Québécois sont de moins en moins nombreux à percevoir une menace climatique élevée à court terme pour eux-mêmes (20 %), estimant plutôt que la menace est importante pour le Québec (43 %), pour le Canada (49 %) et, surtout, pour le reste du monde (68 %).

63 % rapportent avoir déjà vécu au moins une perturbation liée aux changements climatiques (comparativement à 56 % en 2021).

Les intentions ne se traduisent pas en actions concrètes

En 2021, de nombreuses personnes affirmaient avoir l'intention d'apporter des changements importants dans leur vie pour limiter leur empreinte climatique (ex. : choisir un domicile plus petit ou plus près de ses activités quotidiennes, délaisser la voiture, manger moins de viande, etc.) mais ces intentions ne se sont pas traduites en actions concrètes. Pourtant, peu d'action sont perçues comme « impossibles » à mettre en œuvre dans le contexte des personnes sondées.

Par exemple, seulement 2 % affirment qu'il n'est pas possible de minimiser la consommation d'énergie à la maison.

L'écoanxiété : un enjeu de santé publique à reconnaître

Les changements climatiques ont des effets sur la santé psychologique de la population. Près d'une personne sur deux (47 %) déclare avoir vécu de l'écoanxiété au cours de la dernière année, une forme d'inconfort psychologique et parfois physique en lien avec les changements climatiques. L'effet le plus fréquemment ressenti est de l'inquiétude par rapport au futur de l'humanité. Toutefois, cette écoanxiété demeure faible à modérée pour la majorité de la population.

Actuellement peu enclins à se départir de leur voiture, mais favorables à la bonification des infrastructures de transports collectifs et actifs

La culture du voiturage en solo domine les habitudes de vie des Québécoises et des Québécois :

65 % y ont recours (au moins occasionnellement) pour leurs déplacements. Même si une personne sur deux déclare fournir des efforts pour diminuer l'utilisation des véhicules à essence (un phénomène possiblement lié aux efforts qui ont été engagés au Québec en matière d'électrification des transports dans les dernières années), seule une minorité (16 %) affirme ne pas posséder (ou louer à long terme) une voiture et à peine 4 % déclarent avoir l'intention de s'en départir dans la prochaine année.

Dans ce contexte, l'adhésion à des politiques publiques visant à réduire le nombre de véhicules sur les routes ou à modifier les habitudes des automobilistes est plutôt faible. Cependant, les Québécoises et les Québécois sont fortement favorables à la bonification (en quantité et en qualité) des infrastructures de transports collectifs et actifs.

Compréhension des défis d'adaptation et de justice climatique à affiner

Les Québécoises et les Québécois continuent de faire preuve d'une forte solidarité climatique

82 % estiment important de prendre des mesures pour protéger les individus les plus susceptibles de subir les effets des changements climatiques. Ils sont d'ailleurs favorables à plusieurs initiatives visant à protéger la santé de la population (ex. : verdissement des villes, système de navettes gratuites pour accéder facilement aux milieux naturels, etc.). Toutefois, les Québécoises et les Québécois éprouvent de la difficulté à identifier les groupes les plus vulnérables à court terme, notamment les jeunes, les peuples autochtones et les femmes.

Des attentes élevées, mais en légère baisse

La population souhaite que les entreprises (84 %), le gouvernement fédéral (76 %), le gouvernement provincial (76 %), les individus (76 %) ainsi que les municipalités et MRC (70 %) en fassent davantage pour le climat, mais ces attentes sont légèrement en baisse par rapport à 2021.

Groupe de recherche sur la communication marketing climatique

Basé à l'Université Laval, le groupe réunit des chercheuses et des professionnelles de recherche de multiples disciplines en sciences humaines et sociales. L'objectif du groupe de recherche est de faire avancer les connaissances scientifiques dans le domaine de la communication marketing autour de l'action climatique. Ses objets d'études sont multiples : croyances, attitudes et comportements climatiques de la population, pratiques des professionnel.le.s de la communication marketing climatique, etc.

portrait.climat@com.ulaval.ca

Méthodologie du baromètre

Les résultats présentés dans ce rapport sont issus d'une enquête par questionnaire en ligne réalisée auprès d'un échantillon de 2000 personnes âgées de 18 ans et plus, vivant au Québec et s'exprimant en français ou en anglais. La collecte de données a été réalisée par la firme Léger du 6 au 19 septembre 2022. Afin d'assurer un échantillon représentatif de la population à l'étude, les résultats ont été pondérés selon la région, le sexe, l'âge, la langue maternelle, la scolarité et la présence d'enfants dans le ménage. Le questionnaire a été élaboré par le groupe de recherche à partir des plus récents écrits scientifiques en communication climatique, marketing social et psychologie environnementale.

Rédaction

Valériane Champagne St-Arnaud, Maxime Boivin, Karine Langlais

Collaboration

Isabelle Goupil-Sormany
Anne-Sophie Gousse-Lessard
Clémence Lalloz
Jérôme Laviolette
Hélène Scheed

Partenaires financiers

Le Baromètre de l'action climatique est réalisé de manière indépendante par le Groupe de recherche sur la communication climatique, avec le soutien financier du **Gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030)** et de Futur Simple.

Québec

Futur Simple

POUR CITER CE DOCUMENT :

Champagne St-Arnaud, V., Boivin, M. et Langlais, K. (2022). Baromètre de l'action climatique 2022 : disposition des Québécois et des Québécoises envers les défis climatiques. Québec, Groupe de recherche sur la communication marketing climatique.

Table des matières

Prédisposition à l'action climatique 6

Préoccupations liées à l'environnement 7
Attitudes liées aux enjeux climatiques 8
Écoémotions et crise climatique 9
Écoanxiété 10
Niveau de perception d'une menace climatique à court terme 11
Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques 13
Perceptions des enjeux de justice climatique 14

L'action climatique sous l'angle individuel 15

Estimation du dégré d'engagement climatique 16
Sentiment d'efficacité personnelle 17
Grandes décisions dans la vie personnelle 18
Actions ponctuelles dans la vie personnelle 20
Actions d'implication citoyenne 21

L'action climatique sous l'angle collectif 22

Normes sociales liées à l'action climatique 23
Sentiment d'efficacité collective 24
Perception de la responsabilité en matière d'action climatique 25
Attitudes à l'égard des mesures de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci 26
Perception des organisations engagées dans l'action climatique 29

Les actrices et les acteurs de l'action climatique 31

Genre et action climatique 33
Âge et action climatique 34
Scolarité et action climatique 35
Situation géographique 36

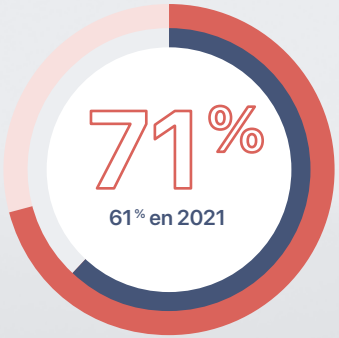
Prédisposition
à l'action climatique

Préoccupations liées à l'environnement

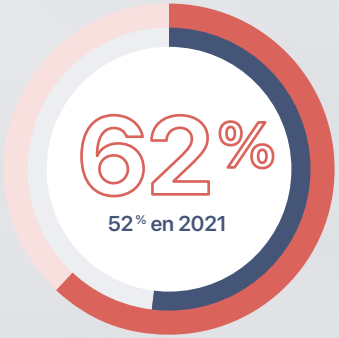
Pendant la pandémie, les préoccupations liées à l'environnement ont chuté radicalement entre 2020 et 2021 (-18 pts). L'année 2022 marque plutôt un retour à une forte sensibilité des Québécoises et des Québécois à l'égard des enjeux environnementaux. Près des trois quarts de la population (71 %) affirment être très préoccupés par ces questions et 62 % se soucient de l'image environnementale projetée par leurs choix quotidiens. Ces deux facteurs prédisposent les individus à l'action climatique.

Ces fluctuations dans les préoccupations dénotent l'influence des autres défis sociétaux qui s'additionnent aux problèmes environnementaux et qui paraissent parfois plus menaçants à court terme (ex. : pandémie, crise économique, etc.). Ces observations soutiennent l'hypothèse d'une limite au nombre de préoccupations que peut prioriser le cerveau humain. Largement documentée dans la littérature scientifique, cette hypothèse suggère que les préoccupations environnementales tendent à diminuer lorsque d'autres sources d'inquiétude deviennent plus saillantes à l'échelle individuelle ou sociétale. Bien que les problèmes environnementaux, sociaux et économiques semblent parfois être en concurrence, il importe d'insister sur le fait qu'ils sont souvent interreliés et que la crise climatique existe toujours – et s'intensifie même – en toile de fond des autres crises.

Les personnes âgées de 55 ans et plus sont particulièrement nombreuses (78 %) à montrer une forte inquiétude envers les problèmes environnementaux (contre 65 % chez les 18-34 ans et les 35-54 ans).



« Je me perçois comme une personne très préoccupée par les problèmes environnementaux en général. »



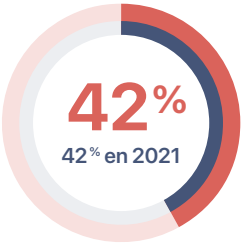
« Je suis soucieux ou soucieuse de l'image que je projette quant à l'impact de mes choix quotidiens sur l'environnement ou le climat. »

Attitudes liées aux enjeux climatiques

La préoccupation à l'égard de la crise climatique n'a jamais été aussi forte : 86 % de la population estime qu'il y a urgence d'agir. Ces personnes croient qu'il est aussi important de réduire les émissions de gaz à effet de serre que de s'adapter aux effets des changements climatiques.

86 %
croient qu'il y a urgence d'agir au Québec contre les changements climatiques.

Malgré ce sentiment d'urgence croissant, on note parallèlement un renforcement des croyances susceptibles de nuire à l'action climatique, comme un sentiment d'impuissance (il est trop tard pour agir), un refus de la responsabilité (reporter la faute sur autrui) ou la négation du rôle de l'humain dans les dérèglements climatiques. Le techno-optimisme (investir ses espoirs dans les solutions technologiques) peut contribuer à ralentir l'action climatique lorsqu'il devient excessif et qu'il sert de justification pour éviter de modifier un style de vie délétère pour le climat.



« Ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques. »

« Il est trop complexe d'agir contre les changements climatiques. »

« Les mesures nécessaires pour agir contre les changements climatiques nuisent à mes libertés individuelles. »

« Il est trop tard pour lutter contre les changements climatiques. »

« Il est inutile d'agir au Québec, car ce sont d'autres grands pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre. »

« Les changements climatiques ne concernent pas ma génération. »

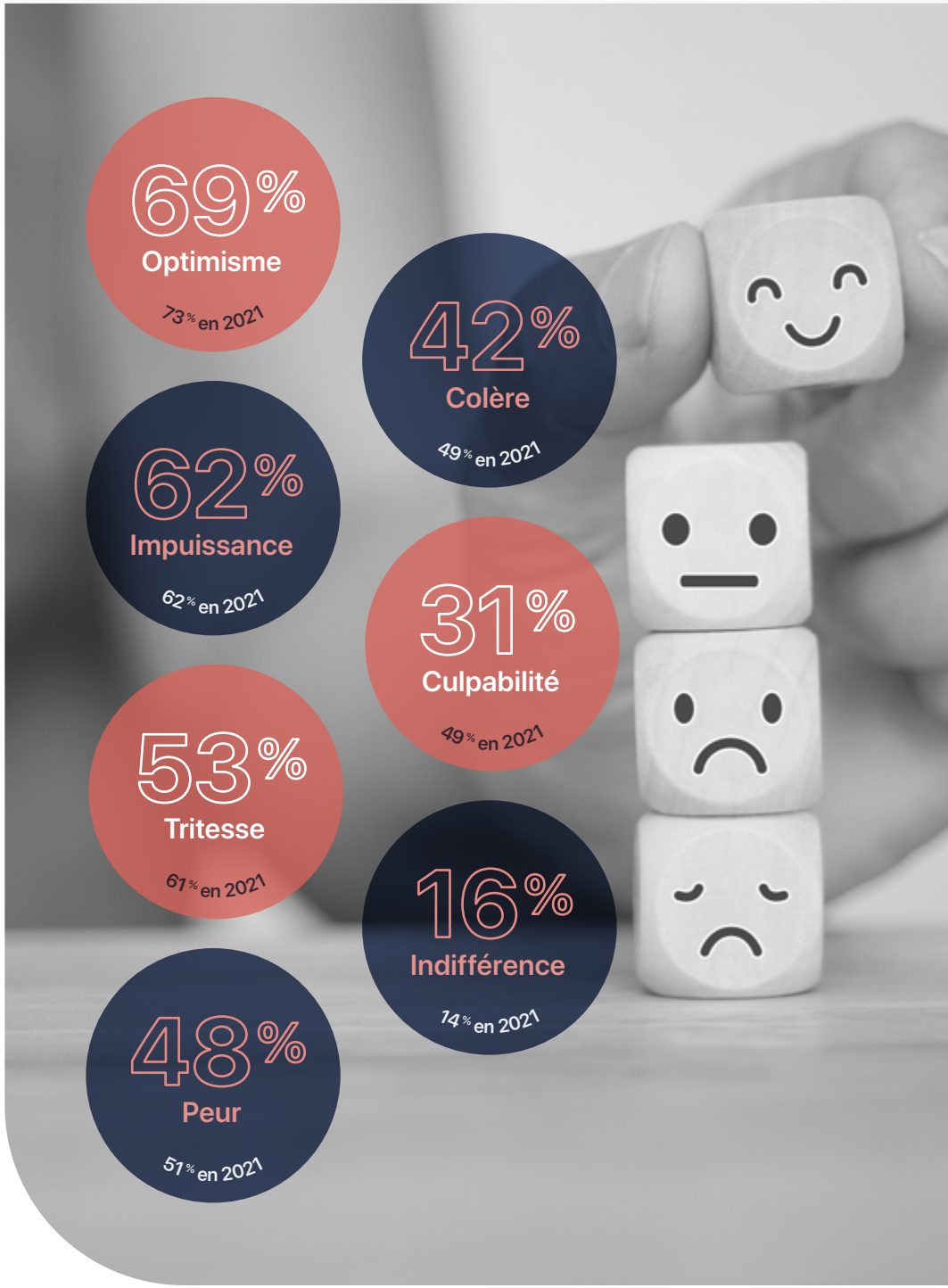
« Les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir. »

Écoémotions et crise climatique

Les émotions ressenties à l'égard des enjeux climatiques sont nombreuses, parfois positives, parfois négatives. Au Québec, l'optimisme anime encore la majorité de la population (69 %), mais il s'accompagne également de forts sentiments d'impuissance (62 %), de tristesse (54 %), de peur (48 %) et de colère (42 %). Ces éco-émotions peuvent, selon leur intensité, affecter non seulement le bien-être des individus, mais aussi influer sur l'adoption (ou non) de gestes favorables au climat.

C'est pourquoi il est très pertinent de les reconnaître et d'évaluer leur importance au sein de la population.

Les jeunes (18-34 ans) et les femmes vivent davantage d'émotions négatives à l'égard de la crise climatique.



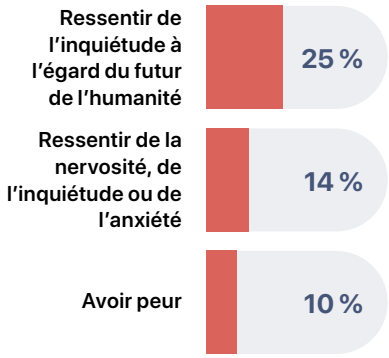
Écoanxiété

Parmi les écoémotions, une qui fait l'objet d'un intérêt croissant est l'écoanxiété. Ce phénomène fait référence aux différentes formes d'inconfort psychologique et parfois physique ressenti en pensant à la menace des changements climatiques et de la crise écologique. À partir de cette définition générale, une personne sur deux (47 %) rapporte avoir vécu de l'écoanxiété dans la dernière année (soit une forme d'écoanxiété faible, modérée ou élevée). Les femmes, les personnes âgées de 18 à 34 ans et celles ayant un niveau de scolarité universitaire sont les groupes les plus nombreux à déclarer avoir vécu de l'écoanxiété.

« L'écoanxiété est une réaction normale face à une menace réelle, complexe et perçue comme incertaine et difficilement contrôlable. Généralement ressentie de façon modérée, elle peut être adaptative en incitant à l'action. Elle peut toutefois aussi créer de la souffrance, affecter négativement le bien-être psychologique et mener au découragement et à l'impuissance. Dans une perspective de transition socioécologique, d'adaptation et de redéfinition de notre rapport au monde, il est essentiel de mieux comprendre ce phénomène en croissance. »

Anne-Sophie Gousse-Lessard, codirectrice du Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'écoanxiété et l'engagement citoyen (GIREEC) et professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement (UQAM)

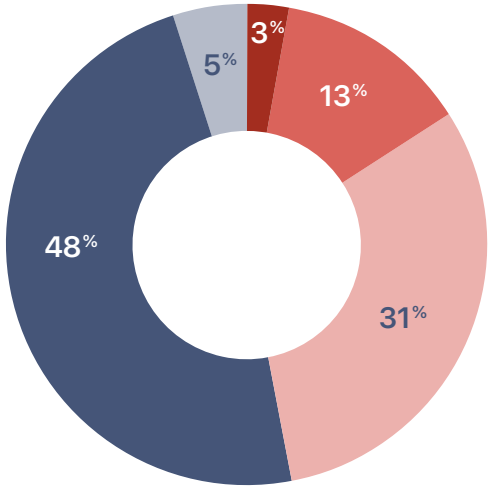
Les trois effets de l'écoanxiété les plus fréquemment ressentis par la population québécoise*



NOUVELLES MESURES 2022

« L'écoanxiété représente les différentes formes d'inconfort psychologique et parfois physique ressenti en pensant à la menace des changements climatiques et de la crise écologique. Dans quelle mesure estimez-vous avoir ressenti de l'écoanxiété au cours de la dernière année ? »

- Écoanxiété élevée
- Écoanxiété modérée
- Écoanxiété faible
- Aucune écoanxiété
- Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre



* Échelle de mesure de l'écoanxiété inspirée de Hogg, Stanley, O'Brien, Wilson & Watsford, 2021, adaptée en français et validée par l'équipe du Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'écoanxiété et l'engagement citoyen (GIREEC). L'échelle s'appuie sur dix effets de l'écoanxiété et évalue la fréquence à laquelle ils ont été ressentis dans la dernière année en pensant aux changements climatiques et aux autres problèmes environnementaux (ex. : ressentir de l'inquiétude ou de l'anxiété à propos du futur de l'humanité, avoir du mal à travailler ou à étudier, avoir du mal à dormir, etc.). Cette mesure de la fréquence est différente de la mesure de la proportion générale. Par exemple, 48 % de la population déclare ressentir de la peur (voir la section « Écoémotions et crise climatique »), mais seulement 10 % l'ont ressentie très fréquemment (soit souvent ou presque toujours) au cours de la dernière année.

Niveau de perception d'une menace climatique à court terme

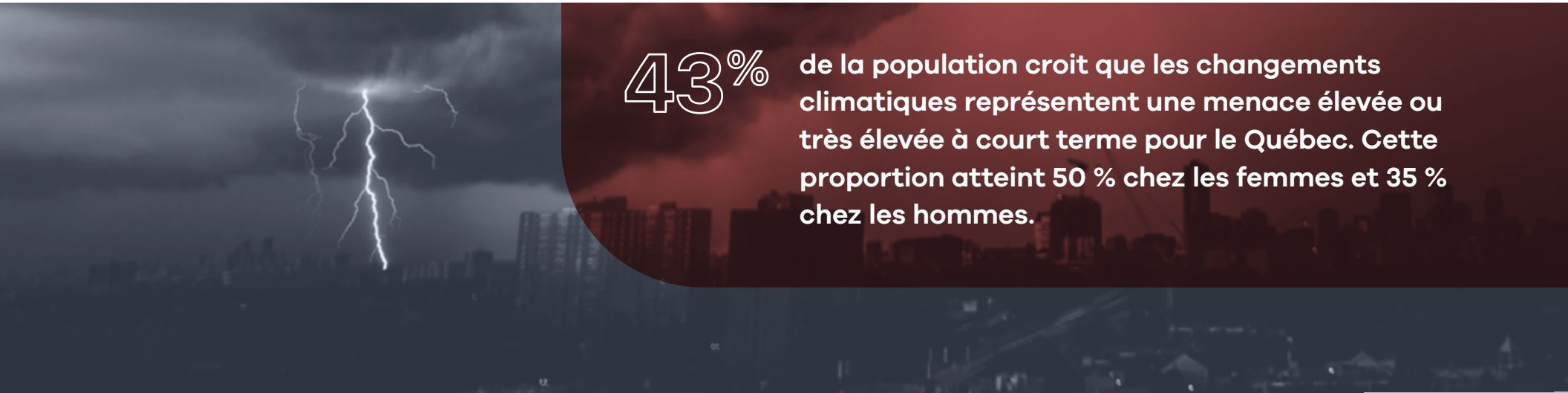
Malgré l'intensification des effets des changements climatiques au Québec*, les Québécoises et les Québécois sont moins nombreux à considérer que la crise climatique constitue une menace élevée à court terme pour eux-mêmes (-2 pts) et pour leur localité ou leur municipalité (-2 pts). À l'inverse, la menace perçue pour le Québec (+4 pts), pour le Canada (+3 pts) et pour le monde (+3 pts) augmente.

Ces résultats témoignent d'une légère accentuation du phénomène de « distance psychologique » lorsqu'on s'intéresse aux extrémités de l'échelle (l'individu *vs* le monde). Plusieurs raisons (variant d'une personne à l'autre) peuvent expliquer cette perception d'une menace plus faible à l'échelle individuelle (méconnaissance des conséquences très locales des changements climatiques, perceptions que d'autres enjeux sont plus menaçants, impression que ces effets sont ou seront plus graves chez les autres, etc.). Cette distance psychologique accrue est susceptible de freiner l'action climatique (notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques), si elle s'appuie sur la conviction que les solutions à l'échelle très locale sont peu prioritaires (voire inutiles).

Une piste d'explication de cet écart réside dans la façon dont les changements climatiques sont présentés dans les médias. Une analyse de la couverture de la crise climatique dans la presse écrite au Québec (Boivin et coll., à paraître en 2023) révèle, entre autres, que les enjeux climatiques ont été beaucoup moins présents dans les médias depuis mars 2020, particulièrement au regard des effets locaux des changements climatiques.

Cependant, les résultats du Baromètre indiquent également une perception plus importante d'une menace élevée pour le Québec, qui comprend autant le territoire que les personnes qui l'occupent. À défaut de se sentir personnellement menacés, les Québécoises et les Québécois sont inquiets pour les individus et la nature qui les entourent. Cette forme de solidarité climatique est un facteur favorable à l'action climatique.

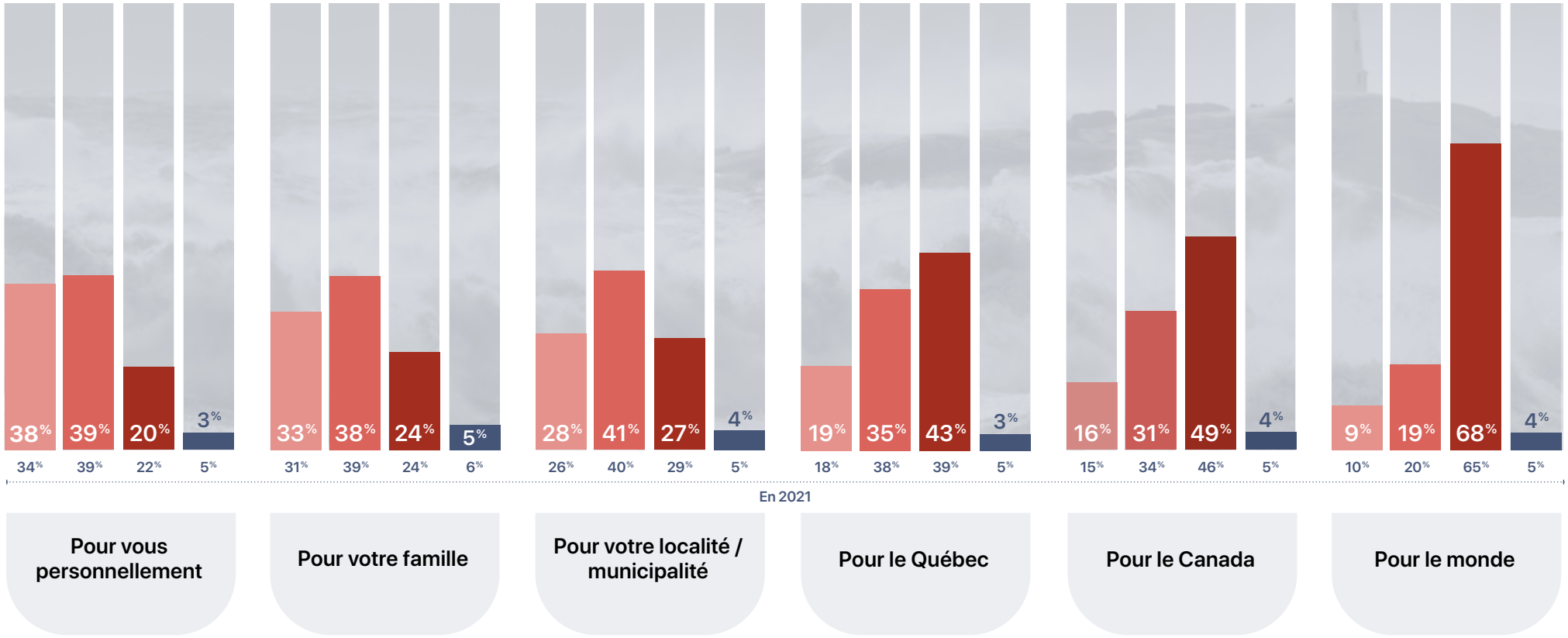
* Pour en savoir davantage : Alberti-Dufort, A., Borduas Crouhen, V., Demers-Bouffard, D., Hennigs, R., Legault, S., Cunningham, J., Larrivée, C. et Ouranos (2022). Chapitre 2 : Québec. Rapport sur les perspectives régionales, dans *Le Canada dans un climat en changement*, F.J. Warren, N. Lulham, D.L. Dupuis et D.S. Lemmen (Éds.). Gouvernement du Canada, Ottawa.



43 % de la population croit que les changements climatiques représentent une menace élevée ou très élevée à court terme pour le Québec. Cette proportion atteint 50 % chez les femmes et 35 % chez les hommes.

Quel niveau de menace à court terme pensez-vous que les changements climatiques représentent pour chacun des éléments suivants ?

- Très faible à faible
- Moyen
- Élevé à très élevé
- Ne sais pas / préfère ne pas répondre

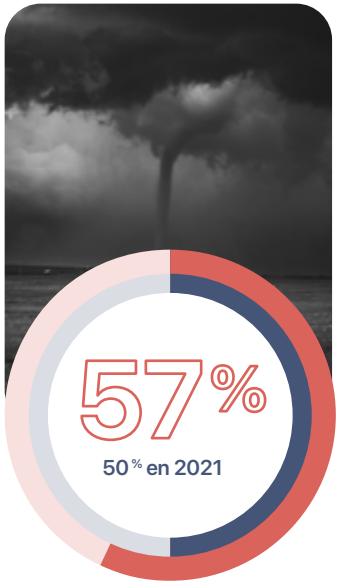


Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques

Au Québec, plus de six personnes sur dix estiment avoir subi les effets néfastes des changements climatiques au cours des dernières années, une proportion en augmentation par rapport à 2021. Cette hausse est particulièrement marquée à l'égard des événements météorologiques extrêmes, ayant désormais affecté 57 % de la population (+7 pts). On fait ici référence aux vagues de chaleur, inondations, feux de forêt, tempêtes de verglas, tornades et glissements de terrain.

63 %

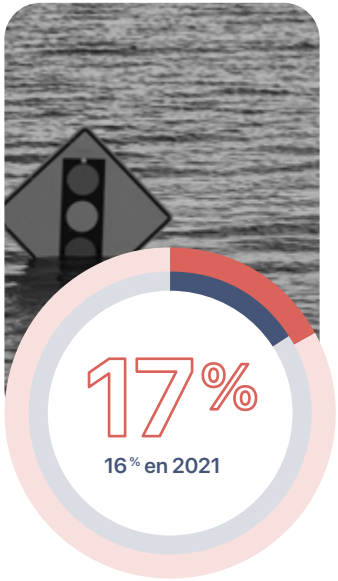
des répondant.e.s affirment avoir vécu au moins une perturbation liée aux changements climatiques au cours des dernières années
(56 % en 2021).



Événements météorologiques extrêmes

Problèmes de santé

Pertes financières



Dommages aux structures immobilières ou à l'environnement bâti

Perceptions des enjeux de justice climatique

Bien que la forte majorité (82 %) de la population estime important de prendre des mesures pour protéger les individus les plus susceptibles de subir les effets des changements climatiques, la majorité des Québécoises et des Québécois (65 %) juge, à tort, que les changements climatiques affectent et affecteront de manière plutôt égale l'ensemble de la population. Par ailleurs, ces derniers éprouvent de la difficulté à identifier les groupes les plus vulnérables. Par exemple, moins du tiers estime que les jeunes, les peuples autochtones et les femmes (entre autres) sont vulnérables. Pourtant, en raison des effets des changements climatiques sur leur santé, ces groupes sont considérés comme étant particulièrement à risque.* Cette méconnaissance des enjeux relatifs à la justice climatique peut freiner l'adoption de mesures adéquates pour protéger les populations plus vulnérables ou, à l'inverse, favoriser celles qui creusent les inégalités sociales.

* Pour en savoir davantage : Alberti-Dufort et coll. (2022), *op.cit.*

« Certaines personnes sont plus exposées aux changements climatiques en raison de leurs conditions de vie (ex. : vivre dans un logement trop chaud en été en raison d'un îlot de chaleur), de leur état de santé (ex. : diabète ou maladie cardiaque) ou encore d'un accès limité à des solutions (ex. : climatisation) pour se protéger des effets des changements climatiques. En général, ces personnes émettent aussi moins de GES et contribuent moins au problème des changements climatiques. »

- Isabelle Goupil-Sormany, médecin clinicienne enseignante adjointe, Département de médecine sociale et préventive (Université Laval)

65 %

« Les personnes vivant au Québec subissent ou subiront bientôt de manière plutôt égale les impacts des changements climatiques. »

NOUVELLE MESURE 2022

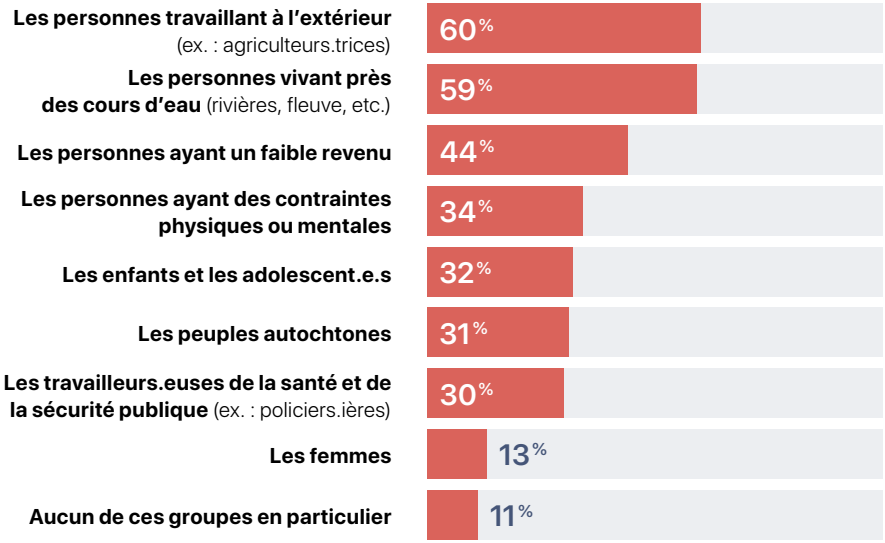
82 %

84 % en 2021

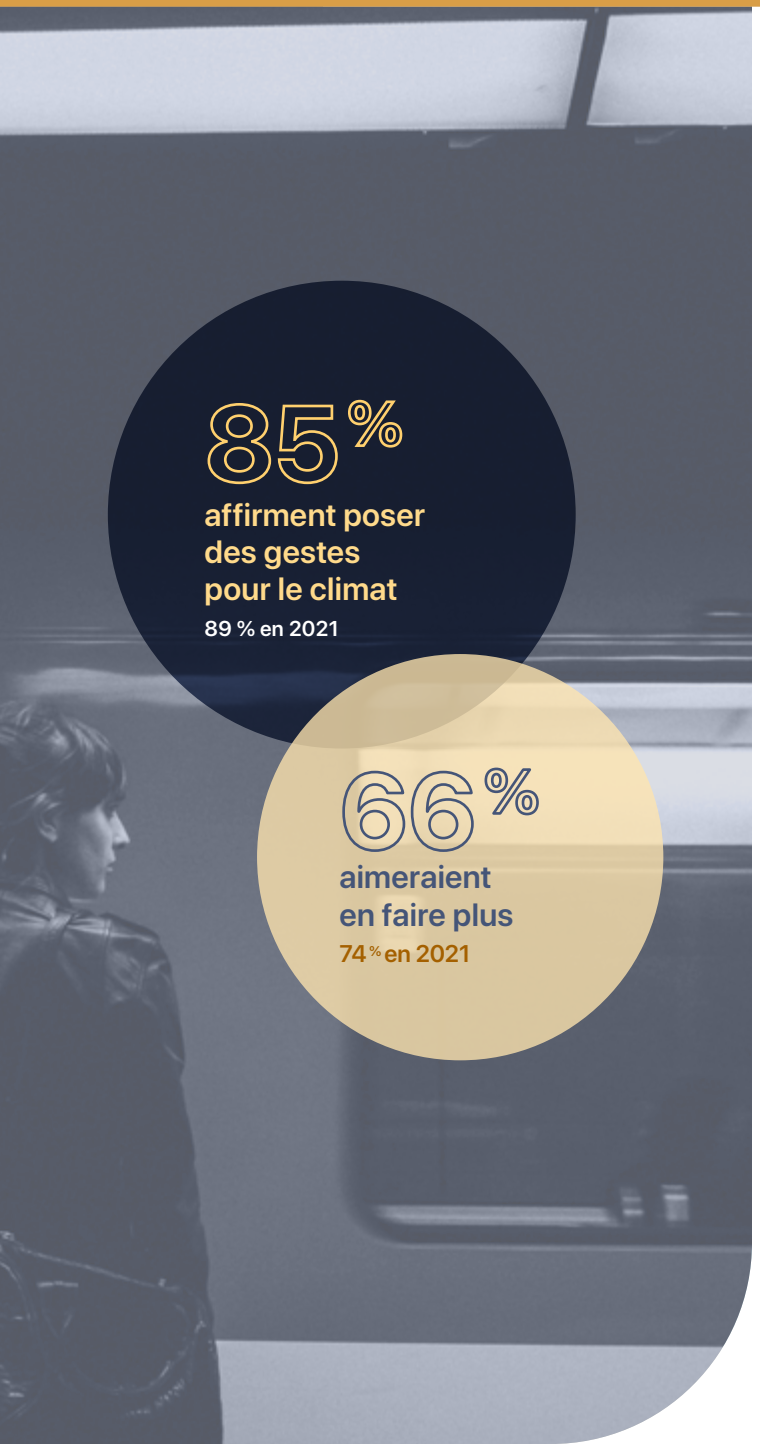
« Il faut prendre des mesures pour protéger les Québécoises et les Québécois les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. »

NOUVELLES MESURES 2022

Parmi les groupes suivants, lequel ou lesquels sont particulièrement susceptibles de subir à court terme les impacts des changements climatiques ?



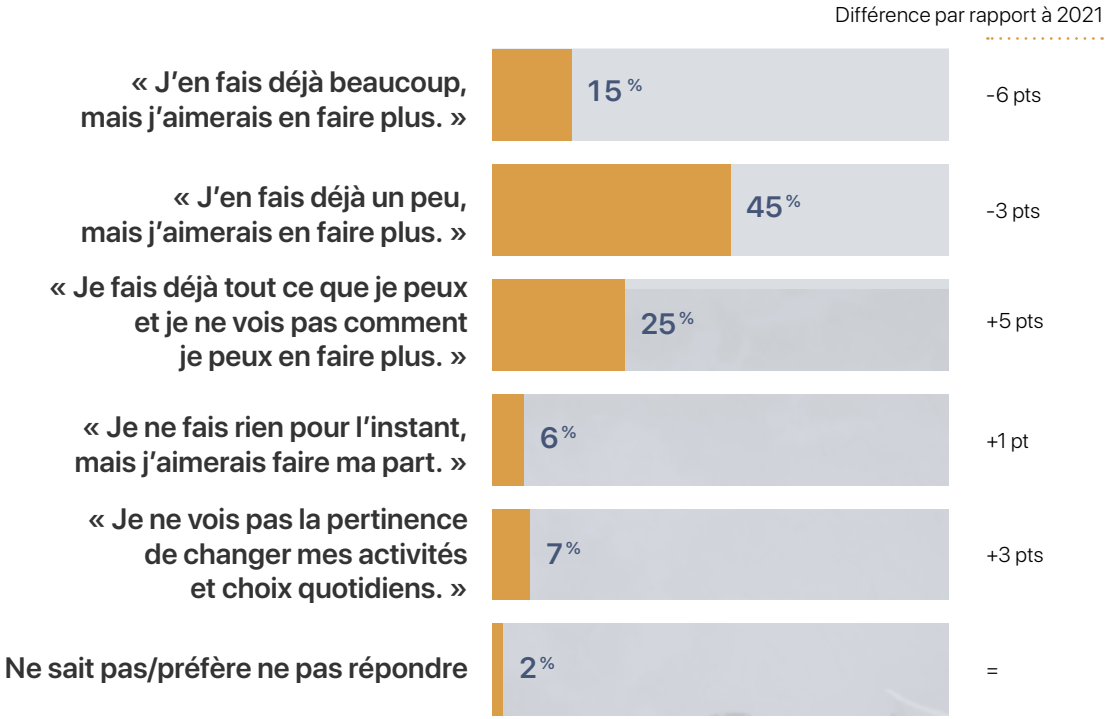
L'action climatique sous l'angle individuel



Estimation du degré d'engagement climatique

Une forme de saturation semble émerger en 2022 à l'égard de l'action climatique à l'échelle individuelle. Bien que l'engagement demeure élevé, une plus faible proportion de Québécoises et de Québécois affirme poser des gestes pour le climat (-4 pts) et déclare vouloir en faire davantage (-8 pts). Une personne sur quatre estime faire déjà tout ce qu'elle peut au quotidien et près de une sur dix ne voit pas la pertinence de modifier ses comportements.

Comment décrivez-vous votre participation actuelle à la lutte contre les changements climatiques au quotidien ?



Sentiment d'efficacité personnelle

Ce qui facilite le passage à l'action climatique, c'est le fait de posséder un double sentiment d'efficacité personnelle : celui que les gestes sont à notre portée (on sait quoi faire et ce n'est pas trop complexe) et celui que ces gestes auront un résultat concret. La perception d'efficacité peut par ailleurs contribuer à réduire les effets ressentis de l'écoanxiété.

La forte majorité (80 %) des Québécoises et des Québécois déclarent savoir quoi faire pour réduire leur empreinte climatique, mais le taux d'adhésion à cette idée est nuancé : 10 % sont « entièrement en accord », 19 % le sont « fortement » et 51 % sont « plutôt en accord ». Autrement dit, plusieurs perçoivent encore des lacunes dans leurs connaissances à l'égard des gestes à poser.

De manière similaire, la majorité (70 %) de la population estime qu'il est facile de réduire son empreinte climatique, mais seulement 9 % et 15 % sont respectivement « entièrement » et « fortement » en accord avec cette idée.

À cet égard, il est pertinent de rappeler que la population québécoise tend à privilégier les actions climatiques simples à mettre en place au quotidien (ex. : recycler, minimiser le gaspillage alimentaire, choisir des produits réutilisables) plutôt que les actions exigeant des changements d'habitudes ou de style de vie importants (ex. : manger moins de viande, ne pas posséder ou ne pas louer à long terme une voiture) qui sont pourtant les plus efficaces pour réduire l'empreinte climatique. Peu de personnes rapportent des contraintes importantes rendant « impossible dans leur contexte » l'adoption de ces nouveaux comportements.

« Je sais quoi faire pour réduire personnellement mon impact sur le climat. »

« Il est facile de réduire personnellement mon impact sur le climat. »

« Par mes actions dans ma vie personnelle, j'ai un impact concret dans la lutte contre les changements climatiques. »

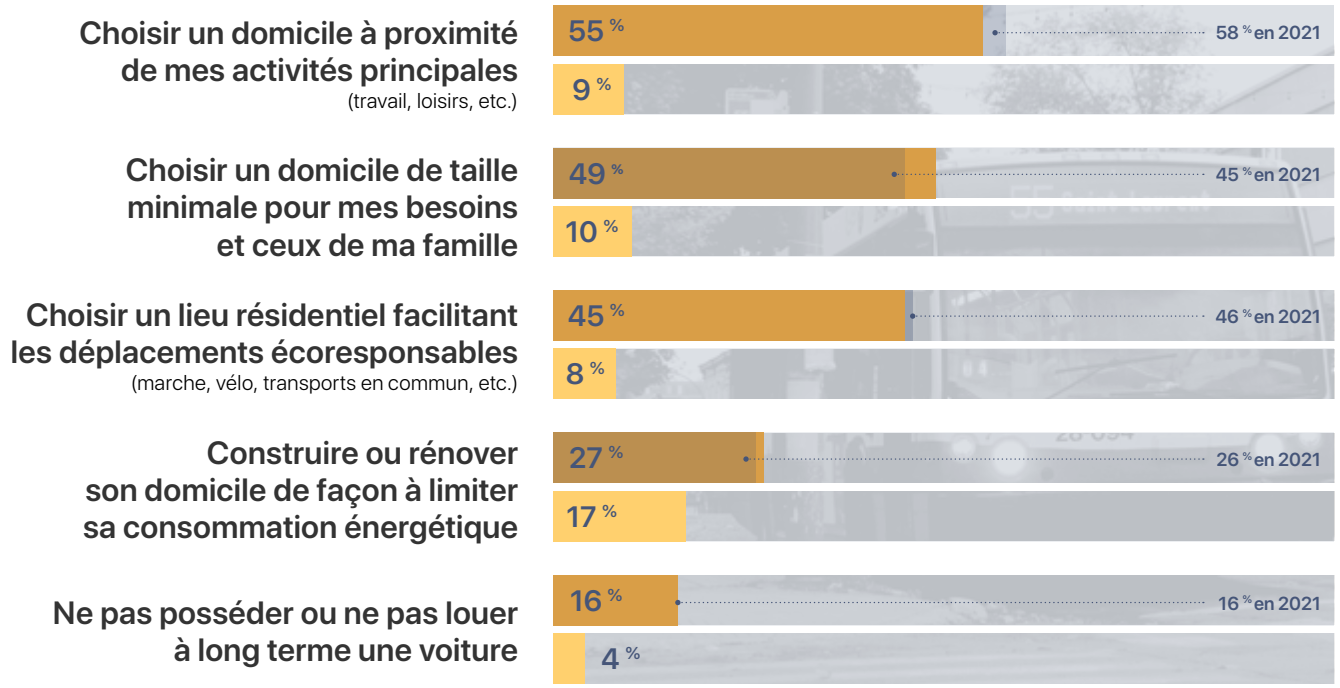
« Par mes actions d'implication citoyenne, j'ai un impact concret dans la lutte contre les changements climatiques. »

Grandes décisions dans la vie personnelle

Plusieurs grandes décisions dans la vie d'un individu ont un effet important sur son empreinte climatique. Les décisions liées à la résidence (son emplacement géographique, sa taille, sa conception, etc.) ainsi que celles relatives aux modes de déplacement sont particulièrement importantes.

Environ une personne sur deux déclare avoir choisi un domicile à proximité de ses activités principales et/ou de taille minimale pour ses besoins et ceux de sa famille et/ou qui facilite les déplacements écoresponsables. En 2021, de nombreuses personnes affirmaient avoir l'intention d'apporter des changements importants pour limiter l'impact environnemental lié à leur choix de domicile, mais ces intentions ne se sont pas traduites en action concrète.

De la même façon, près de 10 % des Québécoises et des Québécois déclaraient en 2021 avoir l'intention de se départir de leur voiture d'ici les douze mois suivants, mais aucun changement n'a été observé en 2022. Bien que l'utilisation de la voiture demeure une source importante d'émissions de GES, 37 % de la population souhaite conserver sa voiture et 39 % estime qu'il est impossible de s'en départir dans son contexte.



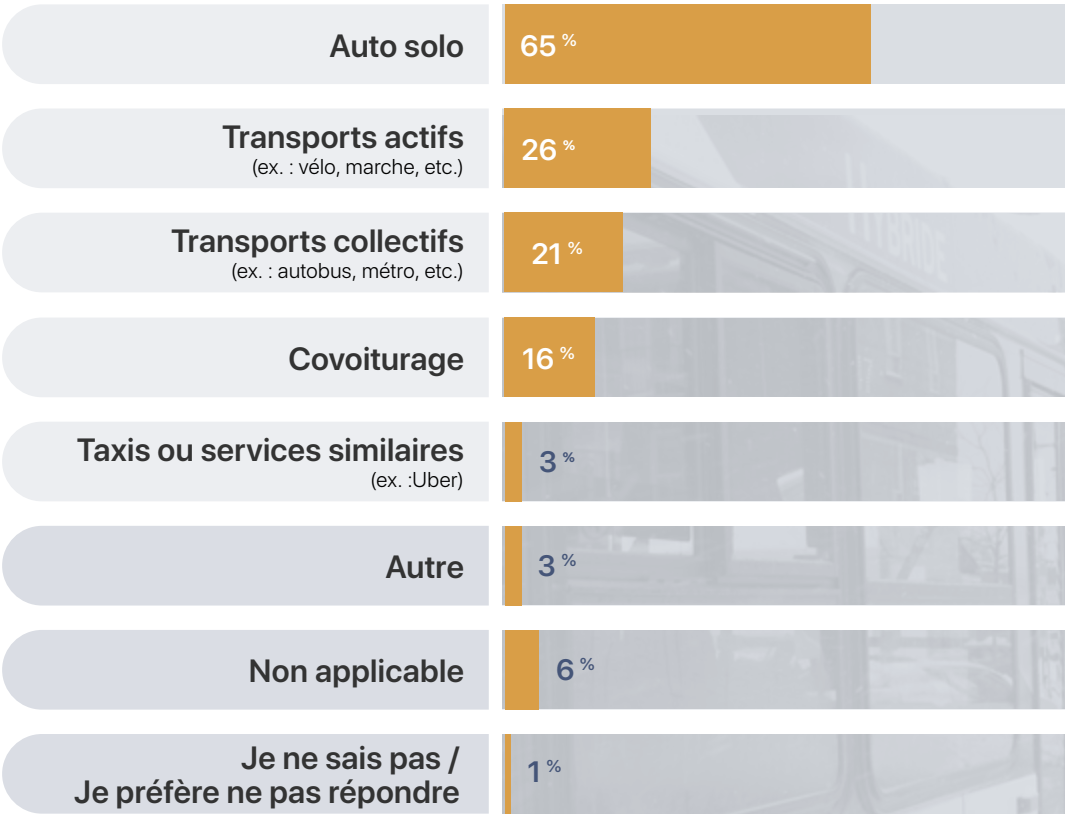
- Déjà réalisé
- Intention de le faire d'ici un an

Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».

Le voiturage en solo est le moyen de transport le plus utilisé par la population québécoise, dans toutes les catégories d'âge. Cependant, les jeunes adultes (18-34 ans) et les personnes ayant un revenu inférieur à 40 000 $ sont les plus susceptibles de préférer les transports alternatifs au voiturage en solo (actifs, collectifs ou covoiturage).

NOUVELLES MESURES 2022

Quel(s) moyen(s) de transport utilisez-vous principalement lors de vos déplacements quotidiens ?



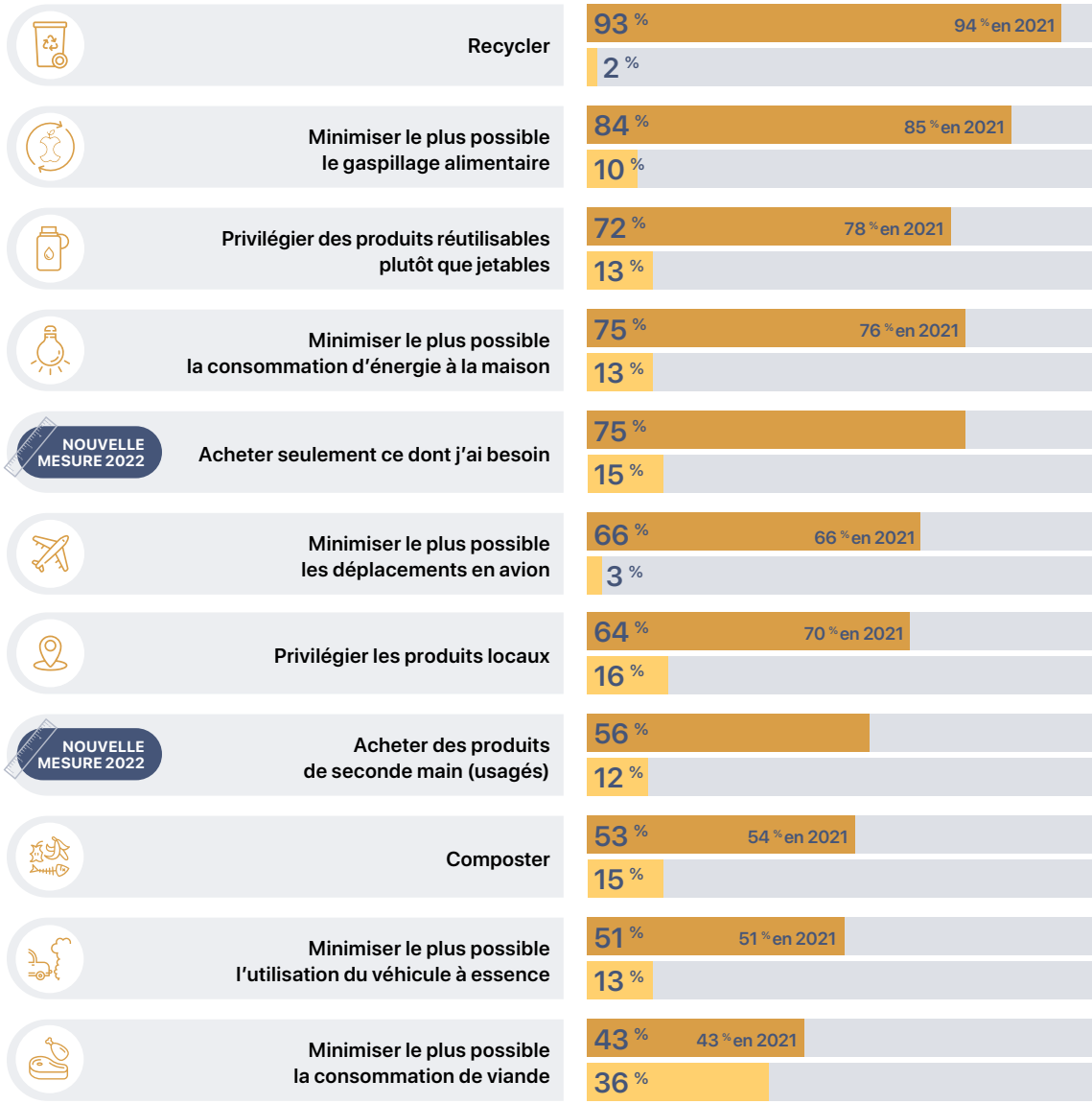
Actions ponctuelles dans la vie personnelle

Les Québécoises et les Québécois affirment passer à l'action pour le climat en adoptant des gestes concrets (ex. : recycler, minimiser le gaspillage alimentaire, minimiser la consommation d'énergie à la maison, etc.).

Toutefois, certains changements sont plus difficiles à opérer. Par exemple, en 2021, 43 % de la population avaient déclaré minimiser le plus possible leur consommation de viande et une personne sur cinq (18 %) avait annoncé son intention d'apporter des changements à son alimentation. Un an plus tard, aucune évolution n'est observée à cet égard.

La situation est similaire en matière de compostage et de réduction de l'utilisation de la voiture à essence. Autrement dit, un constat demeure : des comportements très efficaces pour réduire l'empreinte climatique des Québécoises et des Québécois tardent à être adoptés.

Fait notable : trois personnes sur quatre (75 %) affirment acheter seulement ce dont elles ont besoin. Bien que la notion de besoin soit très subjective – par exemple, un individu peut maintenir un haut niveau de consommation en estimant que cela répond à des besoins – une forme de consommation minimaliste demeure favorable au climat.



Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».

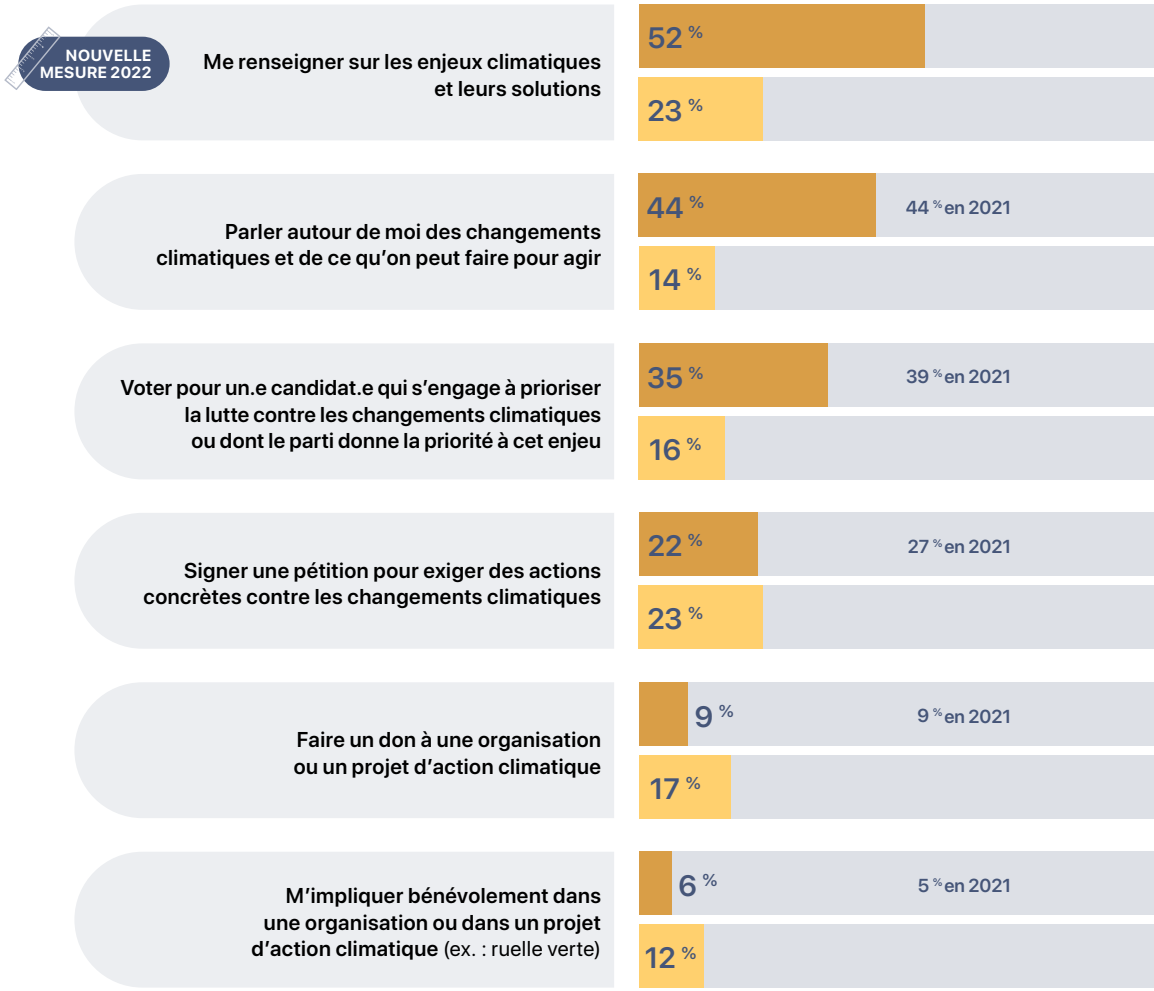
- Déjà réalisé
- Intention de le faire d'ici un an

Actions d'implication citoyenne

Outre les grands choix de vie et les actions ponctuelles dans la vie personnelle, l'implication citoyenne climatique est également primordiale. Elle permet, par exemple, d'influencer les politiques publiques, les comportements des entreprises ainsi que ceux des citoyennes et des citoyens, des sphères déterminantes de la lutte contre les changements climatiques.

Alors qu'un nombre grandissant de Québécoises et de Québécois estiment avoir un impact concret dans la lutte climatique en posant des actions d'implication citoyenne (+22 pts par rapport à 2021), seule une minorité passe réellement à l'action. Les gestes les plus fréquemment posés demeurent relativement simples (ex. : se renseigner sur les enjeux climatiques ou discuter avec l'entourage de ce qu'on peut faire pour agir), mais demeurent utiles pour influencer les normes sociales en faveur de l'action climatique.

Les jeunes adultes (18-34 ans) sont plus nombreux que les autres groupes d'âge à s'impliquer à l'échelle citoyenne. Elles et ils sont, par exemple, plus susceptibles d'effectuer un don ou de s'impliquer bénévolement dans un organisme.

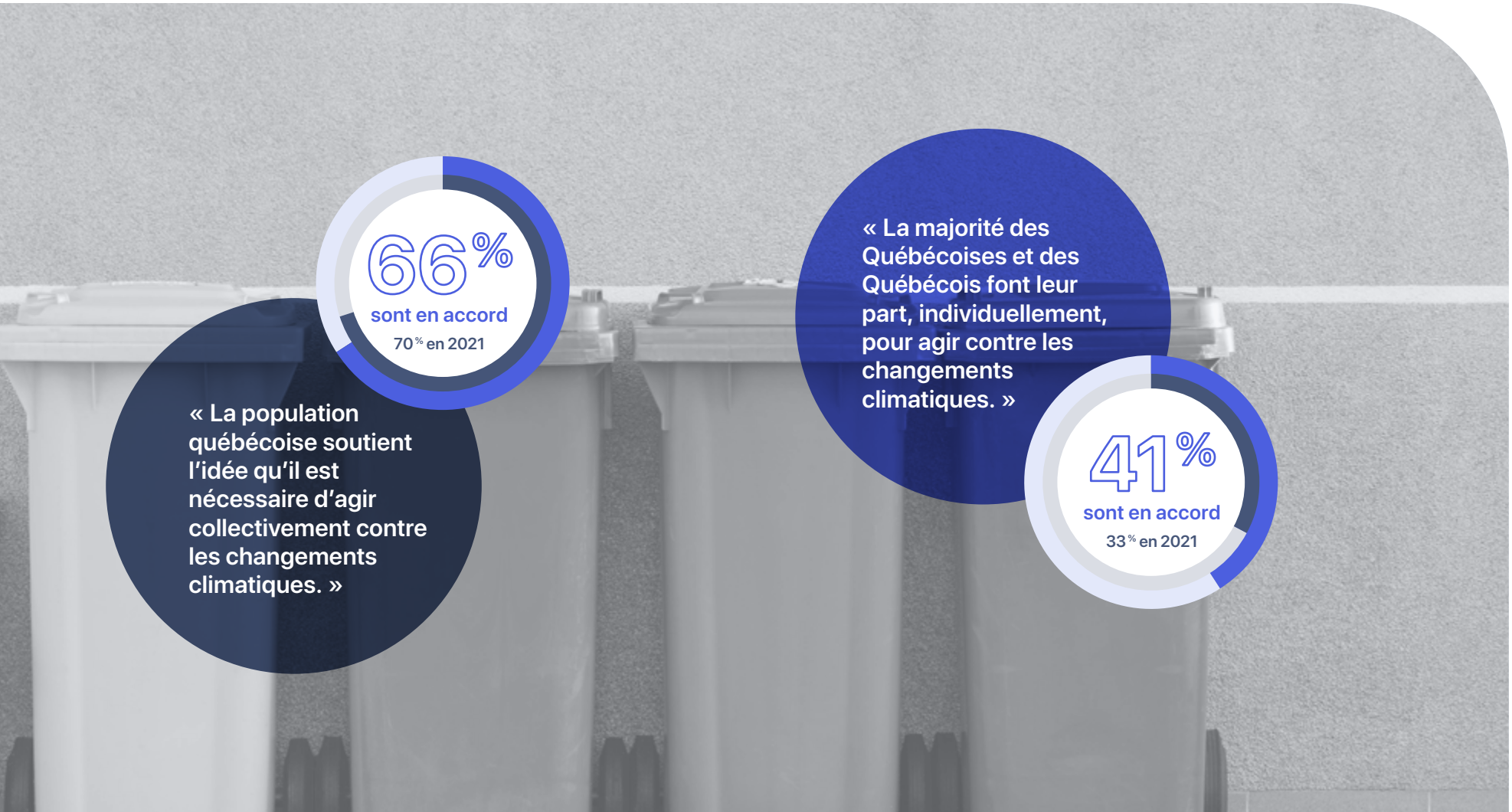


Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».

L'action climatique sous l'angle collectif

Normes sociales liées à l'action climatique

À peine deux personnes sur cinq (41 %) croient que la majorité de la population fait sa part dans la lutte climatique. Bien que cette perception soit à la hausse (+10 pts par rapport à 2021), cela demeure une faible pression sociale en matière d'action climatique. Cette perception peut en effet alimenter une forme de découragement, d'injustice ou d'immobilisme.



Sentiment d'efficacité collective

La majorité de la population croit que le Québec a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques. En contrepartie, seule une personne sur trois (34 %) croit que le Québec agit efficacement contre les changements climatiques actuellement. Cet écart est également susceptible de nourrir de la colère et de la frustration au sein de la population.

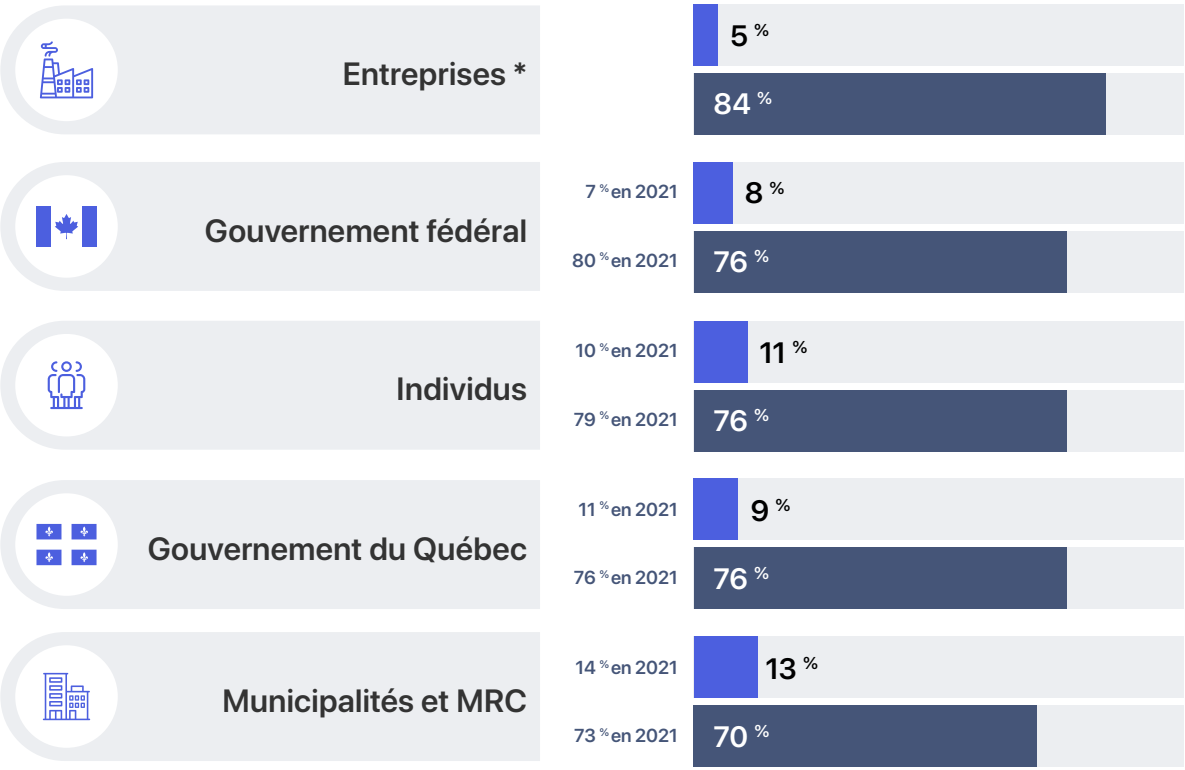
« Le Québec, par tous ses acteurs
(gouvernement, entreprises, individus, etc.),
a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques. »

« Le Québec, par tous ses acteurs
(gouvernement, entreprises, individus, etc.),
agit efficacement contre les changements climatiques. »

Perception de la responsabilité en matière d'action climatique

Les Québécoises et les Québécois déplorent le manque d'action climatique des entreprises (84 %), du gouvernement fédéral (76 %), du gouvernement provincial (76 %), des individus (76 %), ainsi que des municipalités et MRC (70 %).

Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire ainsi que les femmes sont particulièrement exigeantes envers l'ensemble des actrices et des acteurs susceptibles de jouer un rôle important dans la lutte climatique. Elles croient que tous devraient en faire davantage.



- Font ce qu'ils et elles doivent faire
- Devraient en faire plus

* Dans l'édition précédente du Baromètre, deux sous-catégories étaient associées aux entreprises, soit les « Petites, moyennes et grandes entreprises manufacturières » et les « Commerces et magasins où vous achetez régulièrement vos biens, aliments et services ». En raison de la fusion sous la formulation générale « Entreprises », il n'est pas possible de comparer les résultats 2021 et 2022 dans cette catégorie.

Attitudes à l'égard des mesures de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci

En 2019, le secteur du transport par automobiles et camions légers comptait pour 22 % des émissions de gaz à effet de serre au Québec.* Secteur névralgique dans la lutte aux changements climatiques, il fait l'objet d'une attention spéciale dans l'édition 2022 du Baromètre de l'action climatique.

L'adhésion de la population québécoise à différentes mesures visant à favoriser la mobilité durable est très variable. Les mesures bénéficiant du plus haut taux de soutien sont celles qui bousculent le moins les habitudes des automobilistes. À l'inverse, les mesures visant à limiter le nombre de véhicules personnels sur les routes ou modifier les comportements individuels sont plus faiblement acceptées.

Il importe de souligner que les enjeux liés au transport sont complexes. Par exemple, bien que l'idée d'offrir les transports collectifs gratuits à l'ensemble de la population séduise plus des trois quarts de la population, cette solution est remise en question par de nombreux scientifiques et urbanistes qui estiment que ses principaux effets sont de renforcer les habitudes de celles et ceux qui utilisent déjà les transports collectifs ou de favoriser la conversion du transport actif (ex. : vélo) vers le transport collectif (ex. : autobus). De la même façon, l'imposition de frais pour l'utilisation du réseau routier est une mesure soulevant des préoccupations de justice sociale.

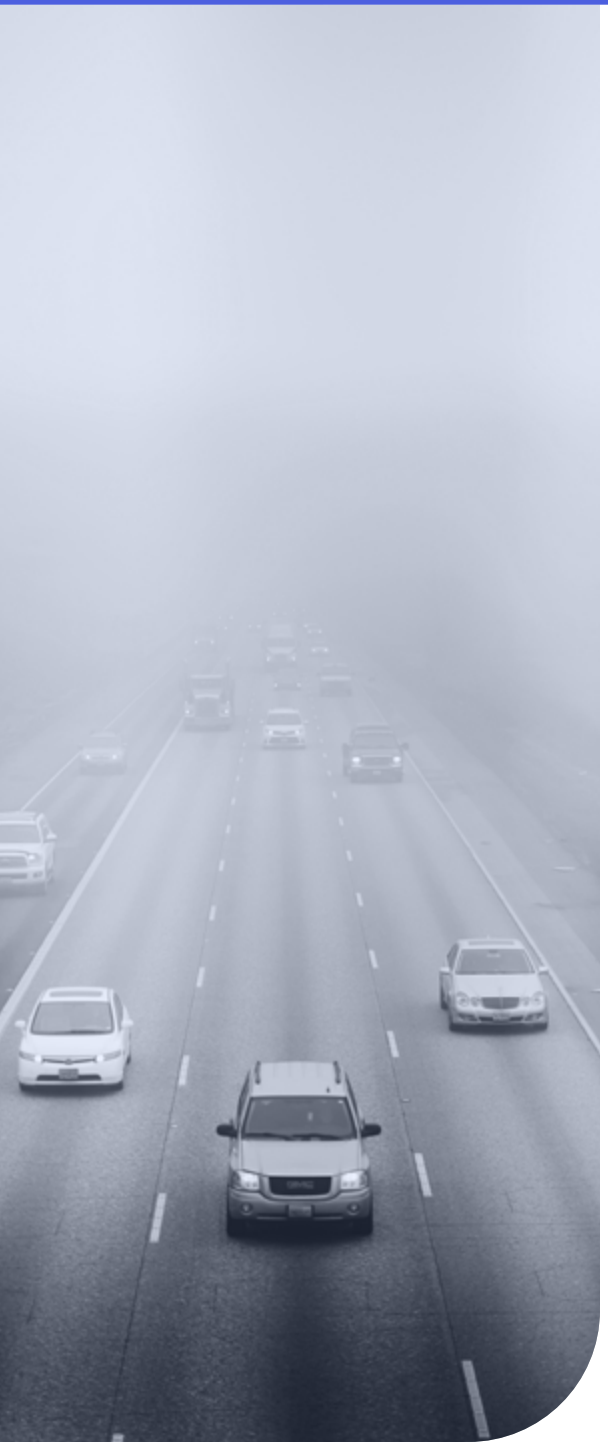
Cela met en lumière l'importance d'éduquer les Québécoises et les Québécois aux véritables défis de la mobilité durable et aux solutions les plus efficaces et les plus justes pour réduire le nombre de véhicules sur les routes.

« Le faible accord de la population pour les mesures perçues comme les plus contraignantes n'est pas surprenant. Les deux mesures récoltant le plus faible accord sont pourtant celles dont les études ont montré la plus grande efficacité pour réduire l'utilisation de l'automobile en ville. Toutefois, en lisant les énoncés, les citoyennes et les citoyens y voient une ''perte'' puisqu'il demeure difficile d'entrevoir les bénéfices collectifs et individuels attendus, à moyen ou long terme, de ces mesures. La prochaine étape sera d'évaluer comment présenter ces mesures à la population pour en augmenter le taux d'approbation. »**

- Jérôme Laviolette, doctorant en planification des transports (Polytechnique Montréal)

* Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (2021). *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2019 et leur évolution depuis 1990*. Gouvernement du Québec (Québec).

** Kuss, P. et Nicholas, K. A. (2022). A dozen effective interventions to reduce car use in European cities: Lessons learned from a meta-analysis and Transition Management. *Case Studies on Transport Policy*, 10(3), 1494-1513.



NOUVELLES MESURES 2022

À quel point êtes-vous favorable aux mesures suivantes pour contribuer à réduire les émissions de GES au Québec dans le secteur du transport ?

Bonifier (en quantité et en qualité) **les infrastructures de transport actif** (marche, vélo, etc.) **et collectif** (autobus, métro, etc.)	86 % sont favorables
Offrir des services de transport collectif gratuits à l'ensemble de la population	78 % sont favorables
Augmenter fortement les droits d'immatriculation des véhicules énergivores	51 % sont favorables
Interdire la publicité sur les véhicules utilitaires sport (VUS)	45 % sont favorables
Imposer une limite au nombre de véhicules neufs vendus annuellement	39 % sont favorables
Suspendre le développement de nouvelles autoroutes	34 % sont favorables
Réduire le nombre de stationnements dans les centres-villes	30 % sont favorables
Imposer des frais pour l'utilisation du réseau routier	29 % sont favorables

Les changements climatiques ont des effets néfastes sur la santé de la population, entraînant une hausse des vagues de chaleur, des feux de forêt, des décès liés aux tempêtes violentes et aux inondations, des maladies respiratoires, des zoonoses, des problèmes de santé mentale, etc. Ils posent également des risques importants pour le système de santé, en générant par exemple une surcharge grandissante sur le réseau et ses professionnels, déjà éprouvés par la pandémie. *

Le soutien des Québécoises et des Québécois envers des mesures de protection de la santé et du réseau de la santé est important. Par exemple, les projets de verdissement des villes reçoivent un soutien presque unanime de la population. Les femmes sont particulièrement réceptives à ces mesures d'adaptation.

* Pour en savoir plus : Berry, P., et Schnitter, R. (éd.). (2022). *La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement : faire progresser nos connaissances pour agir. Ottawa (Ontario) : Gouvernement du Canada.*

NOUVELLES MESURES 2022

À quel point êtes-vous favorable aux mesures suivantes pour limiter les impacts des changements climatiques sur la santé de la population québécoise ?

Augmenter les projets de verdissement des villes (ex. : ajouts d'arbres et de parcs)	94 %
Améliorer l'offre d'aliments sains à coût abordable dans les communautés défavorisées	90 %
Renforcer les réseaux de la santé et de la sécurité publique (hôpitaux, premiers répondants, aide d'urgence aux sinistré.e.s, etc.) **pour mieux les préparer aux catastrophiques climatiques**	90 %
Construire ou rénover des habitations à loyer modéré (HLM) pour qu'elles répondent aux normes de ventilation et d'isolation	88 %
Améliorer l'accès aux professionnel.le.s de la santé mentale pour les personnes souffrant d'écoanxiété ou ayant subi des impacts des changements climatiques	76 %
Développer un système de navettes gratuit pour accéder facilement aux milieux naturels (ex. : parcs de la SEPAQ)	75 %
Aider financièrement les propriétaires à protéger leurs bâtiments situés en zone inondable	60 %

Perception des organisations engagées dans l'action climatique

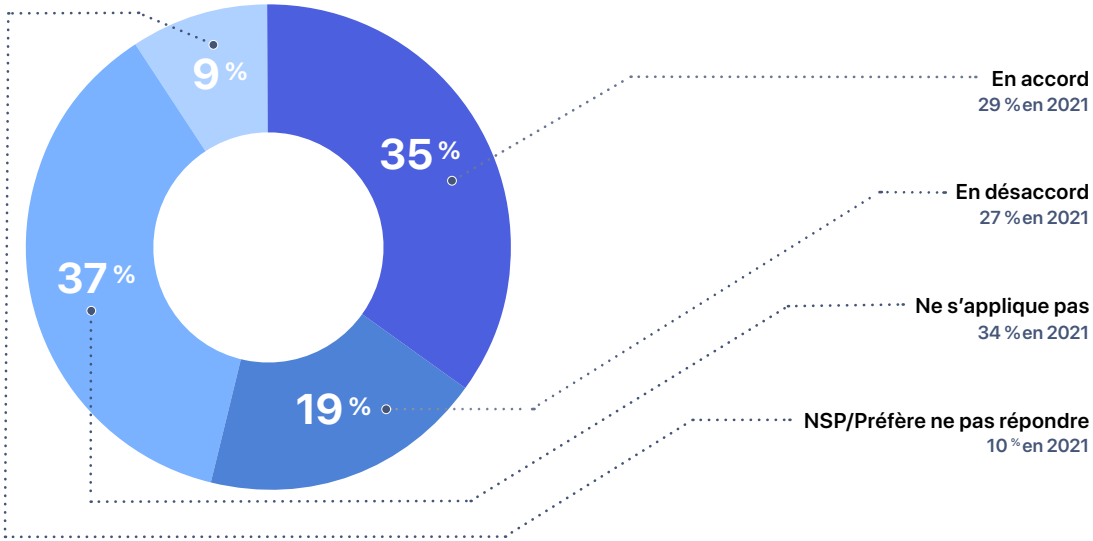
Les entreprises ont un rôle important à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. Pourtant, seulement 5 % de la population considère que les entreprises assument adéquatement leurs responsabilités.

Toutefois, les Québécoises et les Québécois sont moins sévères à l'égard de l'organisation pour laquelle ils travaillent : 35 % estiment que cette organisation fait sa juste part dans la lutte contre les changements climatiques. Cette proportion a augmenté de 6 points depuis 2021.

Il est possible que l'engagement de certaines entreprises envers l'action climatique trouve une partie de son origine dans l'implication même des employées et employés. En effet, le tiers de la population québécoise affirme s'investir dans son milieu professionnel dans le but de changer les pratiques de son organisation pour qu'elle soit plus écoresponsable. Cette forme d'implication met en lumière les multiples rôles que peut jouer un individu dans la lutte climatique, en multipliant ses actions dans les sphères personnelle, citoyenne et professionnelle de sa vie.

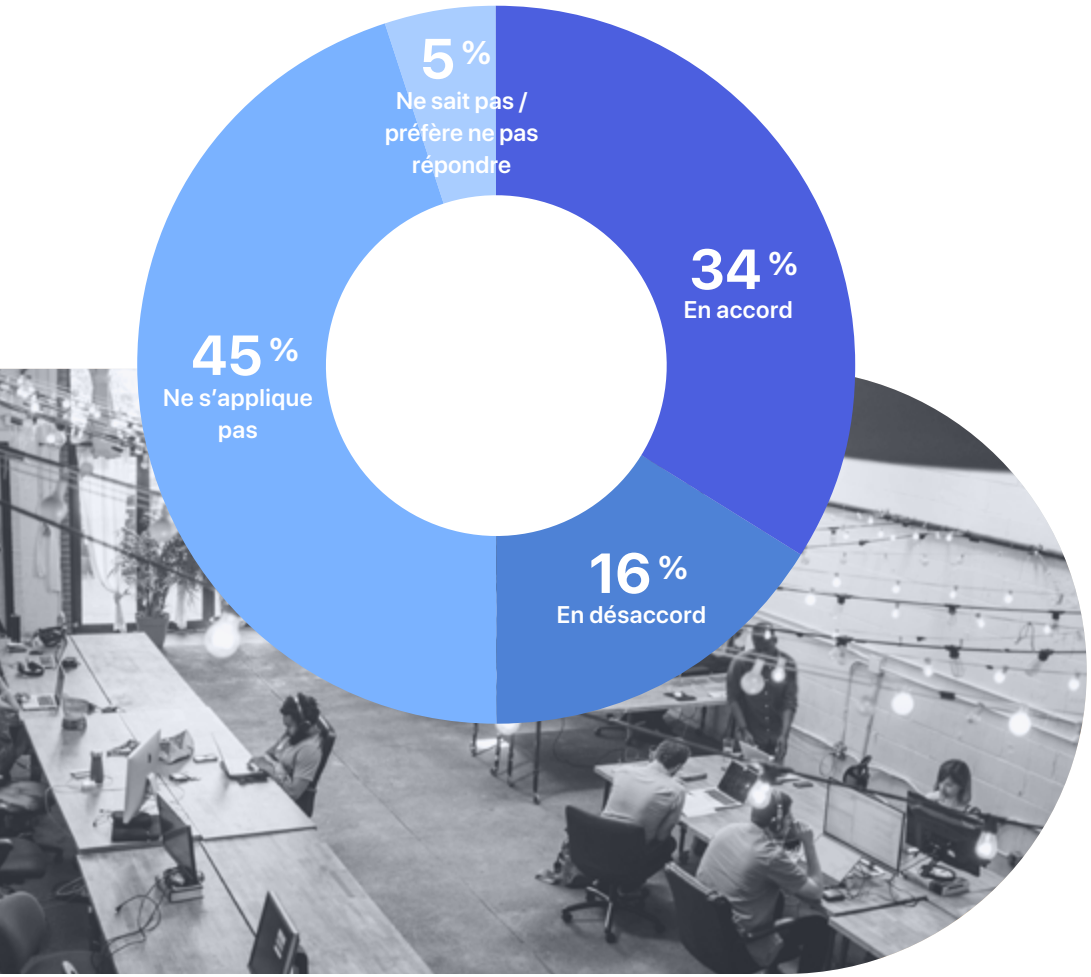
On observe également que 27 % de la population québécoise considère que l'engagement concret d'une organisation dans la lutte climatique a beaucoup d'influence sur son choix d'y travailler (-11 pts depuis 2021).

« L'organisation pour laquelle je travaille me semble faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques. »



NOUVELLES MESURES 2022

« Je contribue ou j'ai contribué à changer les pratiques de mon organisation pour qu'elle soit plus écoresponsable. »



Sur une échelle de 1 à 10, à quel point l'engagement concret d'une organisation envers l'action climatique peut-il influencer votre décision d'y travailler ?

NSP, préfère ne pas répondre / ne s'applique pas = 34 % (22 % en 2021)

Les actrices et les acteurs de l’action climatique

Les groupes sociodémographiques sous la loupe

La première édition du Baromètre de l'action climatique (2019) a exploré quelques mythes relatifs à l'engagement pour le climat. Existe-il un fossé générationnel ? Les femmes sont-elles plus sensibles à cette crise que les hommes ? Les populations de certaines régions sont-elles moins préoccupées par les enjeux climatiques ? Le niveau de scolarité est-il lié aux croyances ou aux comportements d'action climatique ?

Les pages suivantes présentent la disposition climatique de la population québécoise sous l'angle du genre, de l'âge, de la scolarité et de la situation géographique, à partir d'une vingtaine de variables qui reflètent une partie des croyances, des attitudes et des comportements de ces différents sous-groupes.

Quelques faits saillants

Femmes

Les femmes sont toujours à l'avant-scène de l'action climatique.

55 ans et +

Les personnes âgées de 55 ans et plus sont très préoccupées par la crise climatique et font des choix concrets pour réduire leur empreinte, mais elles sont plus nombreuses que les autres à estimer ne pas pouvoir en faire davantage.

Scolarité universitaire

Les personnes détenant un niveau de scolarité universitaire sont plus nombreuses que les autres à avoir voté pour une candidate, un candidat ou un parti qui s'engage à agir pour le climat.

Région de Québec

Les habitantes et les habitants de la région métropolitaine de Québec considèrent en moins grand nombre que la crise climatique est une menace élevée ou très élevée pour la province.

Genre et action climatique

Légende

Hommes | Femmes

	Hommes	Femmes
Croient qu'il y a urgence d'agir	81 %	91 %
Croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir	22 %	11 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le Québec	35 %	50 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le monde	64 %	72 %
Ont vécu au moins une perturbation climatique	58 %	68 %
Ont ressenti de l'écoanxiété dans la dernière année	46 %	51 %
Ressentent de la culpabilité à l'égard des enjeux climatiques	29 %	34 %
Affirment participer à la lutte contre les changements climatiques	82 %	90 %
Estiment faire déjà tout ce qu'ils et elles peuvent et ne voient pas comment en faire davantage	27 %	24 %
Croient que ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques	52 %	32 %

	Hommes	Femmes
Ont choisi un domicile à proximité des activités principales	52 %	58 %
Ne possèdent pas ou ne louent pas à long terme une voiture	15 %	17 %
Minimisent la consommation de viande	36 %	49 %
Achètent seulement ce dont ils et elles ont besoin	77 %	74 %
Ont voté pour un.e candidat.e ou un parti qui s'engage à agir pour le climat	35 %	35 %
Ressentent de la fierté lorsqu'ils et elles agissent pour le climat	71 %	82 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques	77 %	82 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) agit efficacement contre les changements climatiques	36 %	32 %
Estiment important de prendre des mesures pour protéger les Québécois.es les plus vulnérables aux impacts climatiques	77 %	86 %

Âge et action climatique

Légende

	18-34 ans	35-54 ans	55 et +
Croient qu'il y a urgence d'agir	84 %	82 %	90 %
Croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir	21 %	20 %	11 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le Québec	44 %	38 %	45 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le monde	65 %	60 %	76 %
Ont vécu au moins une perturbation climatique	69 %	61 %	61 %
Ont ressenti de l'écoanxiété dans la dernière année	56 %	43 %	47 %
Ressentent de la culpabilité à l'égard des enjeux climatiques	44 %	33 %	23 %
Affirment participer à la lutte contre les changements climatiques	83 %	82 %	91 %
Estiment faire déjà tout ce qu'ils et elles peuvent et ne voient pas comment en faire davantage	14 %	23 %	34 %
Croient que ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques	52 %	41 %	36 %

	18-34 ans	35-54 ans	55 et +
Ont choisi un domicile à proximité des activités principales	44 %	52 %	63 %
Ne possèdent pas ou ne louent pas à long terme une voiture	15 %	17 %	15 %
Minimisent la consommation de viande	39 %	34 %	51 %
Achètent seulement ce dont ils et elles ont besoin	61 %	73 %	85 %
Ont voté pour un.e candidat.e ou un parti qui s'engage à agir pour le climat	40 %	33 %	34 %
Ressentent de la fierté lorsqu'ils et elles agissent pour le climat	76 %	74 %	78 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques	78 %	75 %	84 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) agit efficacement contre les changements climatiques	34 %	39 %	31 %
Estiment important de prendre des mesures pour protéger les Québécois.es les plus vulnérables aux impacts climatiques	78 %	76 %	88 %

Scolarité et action climatique

Légende

	Primaire / secondaire	Collégial	Universitaire
Croient qu'il y a urgence d'agir	85 %	86 %	88 %
Croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir	18 %	15 %	15 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le Québec	43 %	42 %	44 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le monde	67 %	67 %	72 %
Ont vécu au moins une perturbation climatique	61 %	62 %	68 %
Ont ressenti de l'écoanxiété dans la dernière année	38 %	50 %	55 %
Ressentent de la culpabilité à l'égard des enjeux climatiques	27 %	31 %	37 %
Affirment participer à la lutte contre les changements climatiques	86 %	85 %	89 %
Estiment faire déjà tout ce qu'ils et elles peuvent et ne voient pas comment en faire davantage	30 %	26 %	19 %
Croient que ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques	39 %	43 %	45 %

	Primaire / secondaire	Collégial	Universitaire
Ont choisi un domicile à proximité des activités principales	56 %	52 %	58 %
Ne possèdent pas ou ne louent pas à long terme une voiture	17 %	15 %	15 %
Minimisent la consommation de viande	40 %	42 %	49 %
Achètent seulement ce dont ils et elles ont besoin	77 %	74 %	75 %
Ont voté pour un.e candidat.e ou un parti qui s'engage à agir pour le climat	29 %	35 %	43 %
Ressentent de la fierté lorsqu'ils et elles agissent pour le climat	75 %	76 %	80 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques	78 %	80 %	82 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) agit efficacement contre les changements climatiques	36 %	34 %	34 %
Estiment important de prendre des mesures pour protéger les Québécois.es les plus vulnérables aux impacts climatiques	81 %	81 %	83 %

Situation géographique

Légende

	Région de Montréal	Région de Québec	Autres régions
Croient qu'il y a urgence d'agir	88 %	79 %	85 %
Croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir	15 %	17 %	17 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le Québec	46 %	29 %	41 %
Estiment que la crise climatique est une menace élevée à très élevée pour le monde	71 %	57 %	67 %
Ont vécu au moins une perturbation climatique	68 %	48 %	61 %
Ont ressenti de l'écoanxiété dans la dernière année	51 %	42 %	45 %
Ressentent de la culpabilité à l'égard des enjeux climatiques	34 %	26 %	29 %
Affirment participer à la lutte contre les changements climatiques	86 %	85 %	85 %
Estiment faire déjà tout ce qu'ils et elles peuvent et ne voient pas comment en faire davantage	26 %	28 %	24 %
Croient que ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques	41 %	40 %	42 %

	Région de Montréal	Région de Québec	Autres régions
Ont choisi un domicile à proximité des activités principales	56 %	52 %	58 %
Ne possèdent pas ou ne louent pas à long terme une voiture	20 %	17 %	10 %
Minimisent la consommation de viande	44 %	45 %	40 %
Achètent seulement ce dont ils et elles ont besoin	76 %	69 %	75 %
Ont voté pour un.e candidat.e ou un parti qui s'engage à agir pour le climat	37 %	30 %	34 %
Ressentent de la fierté lorsqu'ils et elles agissent pour le climat	76 %	76 %	77 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques	81 %	77 %	79 %
Croient que le Québec, par tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.) agit efficacement contre les changements climatiques	33 %	38 %	35 %
Estiment important de prendre des mesures pour protéger les Québécois.es les plus vulnérables aux impacts climatiques	83 %	78 %	81 %

Rapport réalisé par le Groupe de recherche sur la communication marketing climatique

UNIVERSITÉ LAVAL